L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 7 FEVRIER 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMÉT, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 7 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Exportateurs, rue Royale. Un terrain, au faubourg Franklin, Troisième District, faisant face à la rue des Bons-Enfants.

Par S. Guinault, à l'encoignure des rues Girod et Elmire, près du cimetière de la rue Louisa—Une voiture.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

Par O. Valentin, au Nos 55 et 57 rue des Magasins—Fusils de chasse, casseroles, cafetières, etc., etc.

Par G. de Féret & Co.—Vente continue de meubles, à l'Hôtel St-Louis.

Par D. K. Morphy, à l'entrepôt de la rue Natchez, entre les rues Magasins et Tchoupitoulas—Epaules sèches salées.

ATTENTION

☞ Propriété améliorée dans le Troisième District à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du Shérif, d'un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé à l'angle des rues des Bons-Enfants et d'Espagne, Troisième District.

Voir aux annonces.

☞ M. Placide J. Spear, encanteur, continuera aujourd'hui, à 10 heures du matin, au No 121 de la rue du Canal, entre les rues Bourbon et Royale, la vente du stock de marchandises de J. G. Bernal, en banqueroute. La vente est positive.

☞ Aujourd'hui, à 4 heures et demie de l'après-midi, au Vieux Bassin, devant la rue Toulouse, M. Placide J. Spear vendra, sans aucune réserve, les goélettes "Shamrock" et "Eclipse". Ne manquez pas d'assister à cette vente, si vous voulez faire un bon marché.

A Vendre, un Joli Cottage au coin des rues Prytania et Erato. — Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Epaules au Sel Sec. — Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Samedi, 7 février 1874.

OPERA. — A midi, La Fille de Madame Angot : le soir, Faust.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — A midi et le soir, Ministrels de Haverly.

Mesures financières commandées par la nécessité.

Les mesures prises à l'égard des dettes d'Etat doivent être nécessairement prises à l'égard des dettes de ville. Les unes sans les autres ne seraient rien. On trouvera déjà même que les premières ne sont pas assez énergiques et que les Représentants de la rue des Dryades n'ont pas été assez audacieux. En effet, malgré la réduction, la dette d'Etat est encore considérable puisque dans la situation d'appauvrissement où nous sommes cette taxe, par son chiffre, représente encore sept fois la taxe payée jadis dans un temps d'abondance et de prospérité. Le moins qu'on puisse faire maintenant c'est d'appliquer à peu près le même procédé à la dette et à la taxe de ville.'

On dit que cela est impossible parceque la ville n'est pas souveraine comme l'Etat et qu'elle peut être attaquée et saisie quand l'Etat ne peut l'être. Nous avons déjà démontré que toute saisie serait illusoire et que tout ce qu'on pourrait prendre à la municipalité ne formerait pas un capital suffisant pour payer seulement une année d'intérêt de la dette, et encore moins, bien entendu, pour amortir le capital. Cet intérêt s'élève annuellement à $1,400,000. Faites donc ces $1,400,000 avec les terres et les bâtisses qui composent le domaine de la municipalité! Demandez aux encanteurs combien cela vaut! Il n'en est pas un seul qui ne vous dise exactement ce que nous vous disons ici même. La ville est donc insaisissable par le fait, sinon par le droit, et sa véritable, son unique ressource est la taxe. Otez la taxe, et toute taxe dépérit par son énormité, et la municipalité, n'ayant plus rien, s'écroule. Pour lui conserver quelque chose, il faut donc rendre la taxe payable en la diminuant et en la restreignant aux facultés pécuniaires des contribuables.

Ce que nous disons est justifié par les opérations du passé. Ce passé, que nous a-t-il légué? Il nous a légué plus de quatre millions en taxes arriérées dont on ne peut pas recouvrer un cent, et si les taxes sont maintenues, même aux deux tiers seulement de ce qu'elles sont aujourd'hui, elles ne nous rapporteront presque plus rien. C'est incontestable. Alors que deviendra le gouvernement local?

Pour soutenir ce gouvernement, pour la rendre possible, il faut donc plus que les demi-mesures proposées par le Conseil de ville, il faut tout à la fois et de larges économies et une large réduction de dette. Il faut à peu près faire table rase et nous mettre sur le pied d'une ville fort pauvre et presque dépouillée de ses ressources naturelles puisque l'Etat, dont elle fait partie, est pauvre lui-même et dans l'impossibilité d'exploiter convenablement les siennes.

Les deux corporations sont solidaires puisqu'elles forment la même communauté sociale. L'opération qu'on fait subir à l'une doit être imposée à l'autre, afin qu'elle porte ses fruits. A quoi servirait la réduction de la dette et de la taxe d'Etat, si la dette et la taxe de ville restaient les mêmes! Quand la taxe de ville aura tout pris, comment payera-t-on celle d'Etat! Il y a donc obligation, il y a donc nécessité forcée à faire pour tout le corps social ce qu'on vient de faire pour l'Etat. Si on ne le fait pas, le corps entier en souffrira et pour remédier plus tard à ses maux et lui redonner l'existence, il faudra avoir recours à des expédients radicaux infiniment plus énergiques que ceux dont il est question aujourd'hui, et dont les agioteurs, en très petit nombre, intéressés au *statu quo*, veulent faire un épouvantail.

Mais, nous répond-on, voulez-vous détruire les droits acquis et répudier ce qui de tout temps a été sanctionné par la tolérance publique?

Non, nous ne voulons rien qui ne soit juste et, au lieu de ruiner les gens, nous voulons les mettre tous à leur aise en faisant prédominer un système d'égalité et de modération dans les charges publiques. Nous voulons que chacun puisse vivre en conservant le bien honorablement acquis, et nous ne voulons pas que ce bien devienne la pâture des agioteurs et des traitants. Nous demanderons à ceux qui nous posent l'argument de la répudiation s'ils ont eu égard aux plaintes des propriétaires qui depuis quatre ans crient à la spoliation et à la ruine? Nous leur demanderons s'ils ont eu pitié d'eux, quand, pour payer l'intérêt de dettes frauduleuses, d'obligations impures, on exigeait d'eux plus de revenu que leurs propriétés ne pouvaient en donner? Que parle-t-on donc de répudiation, quand c'est pour ne pas avoir répudié qu'il y a eu expropriation, spoliation et désespoir! Serait-il donc plus permis de victimer un propriétaire, qui n'a frappé personne, qu'un capitaliste ou un agioteur, qui a acheté un bon à vil prix, et dont il a touché maintes fois l'intérêt sans payer de contributions municipales? C'est absurde. On ne saurait mettre en avant une semblable prétention.

Quant aux bons titres de rente, aux titres anciens et respectés jusqu'ici, nous dirons que ce n'est pas nous qui les avons dépréciés, au point où ils le sont aujourd'hui, c'est l'agiotage qui en a fait, comme on dit en anglais, une drogue sur le marché. S'il ne ne s'était pas trouvé de joueurs sur les valeurs publiques, les derniers titres émis par un gouvernement corrupteur n'auraient pu se vendre: toute émission est échouée dès ses premiers pas et les anciens titres eussent conservé le crédit qu'ils avaient autrefois. Ce sont donc ceux qui clabaudent le plus contre la réduction qui l'ont rendue nécessaire, à moins de sacrifier la propriété au capital, c'est-à-dire, à moins de sacrifier 180 millions de piastres en immeubles, innocents à 28 millions de piastres en papier d'origine impure. Entre ces deux sortes de biens, l'hésitation n'est pas permise.

D'ailleurs sans nous opposer à ce qu'on fasse une distinction entre les dettes anciennes, réputées légitimes, et les dettes nouvelles, réputées frauduleuses et qui sont bien frauduleuses réellement, nous dirons néanmoins, pour être juste et faire le procès à tous les coupables, que les titres anciens ne sont pas absolument à l'abri de tout reproche quant à l'origine. Ces titres viennent non de la ville mais des trois municipalités qui la composaient à la manière fédérale. Or, en raison de cette division même, ils avaient peu de valeur aux yeux des étrangers qui comprenaient bien ce que peuvent être des obligations de ville, dont une corporation entière répond, mais qui ne comprenaient pas ce qu'étaient des papiers de municipalités sans autre nom qu'un nom de numéro dans le classement des districts, qui s'en méfiaient et ne les achetaient pas. Ces titres n'avaient donc pas conté le pair puisqu'ils étaient restés fortement en baisse sur le marché. Que fit-on pour leur donner une valeur entière? On leur donna, par la consolidation des municipalités, une origine commune. C'est la ville qui en assumait la responsabilité désormais; c'est la ville qui en devait tout à la fois l'intérêt et le capital. Dès lors on trouva à les vendre et ils s'élevèrent promptement au pair et même le dépassèrent, car les capitalistes étrangers les accueillirent avec une faveur marquée. La consolidation fut donc, avant tout, une spéculation.

Nous rappelons ces circonstances pour montrer que ces premiers bons, qui sont les plus anciens titres de la dette de ville, n'ont pas coûté énormément et que la réduction ne leur ferait pas perdre grand'chose eu égard à leur prix d'émission ou au crédit dont ils jouissaient dans le monde au moment où ils y furent lancés. Toutefois, beaucoup de capitalistes, les ayant achetés après la consolidation, les ont payés beaucoup plus qu'ils ne valent aujourd'hui. Nous ne nous opposons pas à ce qu'une différence soit faite en leur faveur.

Quant aux bons émis pour le chemin de fer de Jackson, le chemin de fer des Opelousas et le premier projet de chemin de fer de Mobile, ils n'ont pas droit au même respect que les bons dont nous venons de faire l'histoire.

Une clique de gens qui n'ont jamais joui d'une bien haute estime, imagina une taxe sur la ville pour la faire souscrire forcément aux entreprises des Compagnies. Mais il fallait que le pimple voïtat sur cette taxe. Une loi interdit autorisant la taxe et cette loi fut déclarée constitutionnelle par la Cour Suprême. On promit d'ailleurs force travaux au peuple et force denrées à bon marché. On avait promis aussi d'établir la gare du chemin de Jackson dans la plaine que traverse le canal Carondelet, c'est-à-dire dans le cœur du Second district, et le peuple vota la taxe de confiance. De là l'émission de quatre millions dont nous payons encore l'intérêt aujourd'hui. Dans quelques mois ces bons seront échus, et ne pourront être payés, mais les administrateurs de ville suggèrent de les renouveler avec des bons dor consolidés portant un intérêt de 7 p. 00 payable en or. C'est exorbitant. Si on renouvelle ces bons sans leur faire subir la réduction commune, il ne faut pas leur donner un second enlossement qui leur procurerait une garantie qu'ils n'avaient pas auparavant.

Nous devons ajouter que la Cour Suprême de l'Etat, à l'occasion de la taxe pour les chemins de fer dont nous venons de parler, ne fut pas unanime dans la contexture de son arrêt. Il y eut un dissentiment parmi les juges appelés à décider. Le juge dissident fut Buchanan dont l'opinion claire, nette, précise, et relloutablement fondée en droit, fit beaucoup de bruit dans le temps. On peut dire que cette taxe constitutionalisée par la Cour Suprême fut l'inauguration de ce système d'assistance industrielle, qui a été excessif dans son développement et qui a ruiné la Louisiane. Il y a consanguinité entre les abus d'alors et les monstruosités qui sont venues plus tard et dont il s'agit aujourd'hui, non pas de réprimer, ce qui est impossible, mais d'arrêter les désastres. Si l'on n'y portait remède, et cela promptement, la ville y périrait. C'est pour cela que nous appuyons le projet de réduction présenté à la Législature, moyennant quelques modifications sur lesquelles nous aurons occasion de nous expliquer dans nos prochains articles.

La Sarabande des Bills qui paient.

Nos pseudo-législateurs ont été obligés de voter gratis, sous peine de se voir couper les vivres, le bill de conversion imaginé par Kellogg comme un moyen d'économie gouvernement, mais ils se dédommagent en usant largement de leur initiative législative. La sarabande des bills qui *paient*, a commencé même avant le vote du bill de conversion, et elle n'a pas discontinué depuis. Nous avons peine à suivre le défilé, et s'il nous fallait les discuter un à un, nous n'aurions ni assez de temps ni assez d'espace. Chacun de ces bills a pour objet de mettre à contribution le Trésor de l'Etat, ou les poches des contribuables, au profit de quelque politicien affamé ou insatiable.

Hier c'était John Ray, un insatiable celui-là, qui veut se faire payer à Washington ses émoluments de sénateur déchu, demande, en même temps, de la pseudo-législature qui l'a nommé, une indemnité de déplacement. C'est bien porté de manger à deux râteliers.

Il y a quelques jours on a présenté un bill en faveur de Frank Herron, l'ex-secrétaire d'Etat, qui a été récompensé par Kellogg de sa trahison par la place de conservateur des hypothèques.

—M. Herron trouve qu'il n'a pas assez des $30,000 que lui rapporte sa place annuellement. Le bill qu'il a fait présenter par quelqu'affidé, exigerait que chaque billet hypothécaire fût enregistré à son bureau, au taux d'une piastre par billet. Vu la multiplicité des billets hypothécaires, cette obligation d'enregistrer chaque billet vaudrait à M. Herron une addition notable à son revenu déjà considérable.

Ce serait une nouvelle taxe indirecte ajoutée aux frais de tout genre que subit la transmission des propriétés.

Si M. Herron y a mis le prix, le bill passera, mais si M. Kellogg le signe il donnera ainsi un nouveau démenti à ses protestations en faveur de l'économie.

MORT DU JUGE HEAD.—Nous regrettons d'apprendre la mort du juge J. R. Head, rédacteur du *Sparta Times*, décédé le 28 janvier. Le juge Head était un démocrate sincère et estimé; il avait présidé la Convention de 1872, et il avait la réputation d'être un homme sincère et convaincu. Sa mort est une perte pour le parti conservateur.

SEULEMENT 10,000 NUMÉROS, et dans ces 10,000 numéros, combien de lots gagnants! 207, et quels prix! $20,000,—$10,000,—$5,000, $500 et $100. L'espérance à la Loterie de la Louisiane n'est donc pas un leurre, Quelle impossibilité y a-t-il de tirer un de ces 207 lots sur 10,000 numéros seulement! Non seulement cela ne nous paraît pas impossible, mais nous croyons que cela est comparativement facile. Essayez et vous verrez.

CHANGEMENT DE LOCAL. — On verra dans une annonce insérée plus loin que MM. Rousset & Cie. ont transféré leur stock de quincaillerie du No 17 Vieille-Levée au No 239 Vieille-Levée, entre les rues Dumaine et St-Philippe devant le marché aux Fruits, où ils invitent leurs habitués et le public en général à venir examiner leur vaste stock de quincaillerie, d'ustensiles aratoires et d'articles de pêche.

ASSESSEMENT Nos. 156 et 157.—Voyez à la colonne des notices spéciales, la mort de Georges Mc D. Burke et Bernard Buscker, payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association," rue du Camp No 19.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Aujourd'hui, 7, Matinée à midi. On donnera *La Fille de Mme Angot*, opéra-comique de Charles Decocq.

Ce soir, à sept heures, *Faust*, grand opéra de Gounod. M. Devoyod remplira le rôle de Valentin.

Dimanche, *La Dame aux Camelias*, drame en cinq actes, d'Alexandre Dumas (fils). *La Fille du Régiment*, opéra en deux actes, de Donizetti.

Lundi, 9, bénéfice de M. Momas, chef d'orchestre. Première représentation : *Le Prophète*, grand opéra de Meyerbeer. Par extraordinaire, et pour cette fois seulement, Mme Devoyod remplira le rôle de *Fidès*.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Nous apprenons qu'il y a déjà un grand empressement à retenir les places pour les représentations du grand tragédien italien, Salvini, dont les débuts auront lieu lundi prochain à ce théâtre, dans le célèbre drame Ingomar.

On trouvera dans l'annonce la liste des représentations que Salvini doit donner à la Nouvelle-Orléans; nous engageons les personnes qui veulent l'entendre à retenir leurs places à l'avance.

CHEMIN DE FER DE LA NILE-ORLÉANS ET DE MOBILE. — Nous prions M. C. H. Scranton, surintendant général du chemin de fer de la Nile-Orléans et de Mobile, ainsi que M. E. P. Shute, agent-général pour la vente des billets, de recevoir nos très sincères remerciements pour la courtoisie dont nous avons été l'objet de leur part.

☞ Pour rendre les cheveux gris à leur couleur et à leur beauté naturelle, servez-vous du "Vegetable Sicilian Hair Renewer" de Hall, qui est la meilleure et la plus sûre préparation que la science nous ait donnée.

COMBIEN DE MISE? Et pour tous ces lots gagnants combien de mise? Fort peu de chose en vérité! $10,—$5,—$2 50,—et $1 25, pour billets entiers, demi-billets, quarts de billets et huitièmes de billets. La combinaison quoique des plus simples est des plus savantes et aussi des plus encourageantes, et c'est la Loterie de la Louisiane qui l'offre aux nombreux amateurs de ce jeu en notre ville, pour le tirage du samedi 14 février prochain.

LOUISIANE.

Nous lisons dans le *Meschacebé* :

Nous avons eu un commencement de la saminie deux ou trois jours de pluie, et déjà les planteurs commencent l'effet des eus averses inopportunes. Le plant de canne est sain presque partout et sera profitable, s'il est bien cultivé."

La semaine dernière a eu lieu à Saint Jean Baptiste, rive gauche, sur l'habitation Sylvestre Cambon, si nous ne nous trompons, une résurrection qui peut lutter de merveilleux avec les guérisons les plus radicales de l'eau de Lourdes ou de la salsepareille d'Ayer.

Un ancien économe de l'habitation Whitehead, nommé Dooty, âgé de 60 à 65 ans, était étendu depuis vingt-quatre heures sur ce qu'on croyait être son lit de mort; les parents et amis lui avaient fermé les yeux, la faculté médicale avait déclaré la vie éteinte dans le corps inerte, on avait fait au prétendu défunt la funèbre toilette des trépassés, le cercueil était là béant pour recevoir sa proie, et on allait enfin sonner les cloches de l'église St-Pierre, lorsque Dooty s'est réveillé et a ouvert ses paupières alourdies par le sommeil léthargique, il a demandé à manger, et il a déclaré à la vie éternelle,